

La boîte noire : court-circuit à l'Office national du film

En 1992, le budget du Centre ontariois de l'Office national du film (ONF), à Toronto, totalise environ 800 000 \$, soit 400 000 \$ en argent liquide (dit programme libre) et 400 000 \$ en coûts fixes (salaires, locaux, services administratifs et techniques). À lui seul, le Centre ontariois n'a pas les moyens de produire plus de deux ou trois films par année. Pourtant, en six ans, pas moins de trente-neuf films sont sortis à son enseigne. Se servirait-on de la photocopieuse à des fins pas très catholiques? Évidemment que non, mais la solution au manque chronique de financement n'en est pas moins ingénieuse.

Dès son arrivée au Centre ontariois, le producteur Paul Lapointe se rend compte qu'il ne peut remplir son double mandat de diffusion et de formation avec seulement deux ou trois films par année. Qui plus est, et cela malgré le discours officiel rassurant sur l'importance du volet régional dans le programme français (lire québécois) de l'ONF, les cinéastes et producteurs ontariois ont eu maintes occasions d'en constater la précarité. Il faut absolument trouver une façon de faire fructifier l'argent dont dispose le Centre, conjuguer son maigre pouvoir de production à celui des autres intervenants du milieu.

C'est ainsi que paraît, en 1986, une première série de coproductions ONF-TVOntario-producteur privé avec la participation de Téléfilm Canada. Le montage financier du projet relève quasiment de la prestidigitation, mais le résultat, lui, n'a rien d'illusoire. **20 ans express**, ce sont douze documentaires sur la jeunesse d'ici. Sitôt la voie ouverte, on poursuit avec **Transit 30/50**, treize films sur le monde adulte. Le temps de reprendre son souffle et on rapplique avec **À la recherche de l'homme invisible**, une autre bonne douzaine de films.

Et cela sans oublier surtout des oeuvres hors série remarquables comme **Paraître ou ne pas être**, de Marguerite Cleinge, et **Deux voix, comme en écho**, de Claudette Jaiko. Pour **L'homme invisible**, les 475 000 \$ du Centre ontariois (étalés sur deux exercices financiers) permettent de débloquer plus de 1,8 million de dollars auprès d'autres partenaires.

Mais cette situation ne fait pas que des heureux. À Montréal, on rouspète dans les couloirs de l'ONF que les documents du Centre ontariois ne sont que de simples films de commande pour la télé, un cinéma bâtard. Quel que soit le verdict de la critique, impartiale ou jalouse, une conclusion incontournable s'impose : jamais le Centre ontariois n'a mieux rempli son mandat que depuis qu'il s'est donné une masse critique de production. En Ontario, ça tourne!

C'est trop beau pour durer. Alors qu'auparavant on a menacé de fermer le Centre parce qu'il ne produisait pas assez, on se plaint maintenant qu'il produit trop! Les services techniques de l'ONF, décimés depuis cinq ans par les mesures d'austérité du gouvernement fédéral, ne suffisent plus à la demande. Les documentaristes maison (lire québécois) se plaignent de ne plus avoir un accès ponctuel aux services techniques de la boîte à cause des coproductions hors Québec et de celles du studio de fiction.

Solution : la direction de l'Office national du film interdit à tous les studios d'engager l'argent de leur programme libre en coproduction. Seule exception, le Fonds de coproduction avec le secteur indépendant, dont l'enveloppe hors Québec est de 200 000 \$ alors qu'elle devrait normalement être du double. Ainsi, à compter de cette année, s'il veut encore coproduire, le Centre ontariois aura à disputer les miettes à l'Acadie et à l'Ouest.

Résultat : la prochaine série ontarioise sera composée de quatre films. Dans le jeu du serpent et de l'échelle, en vue du but, le Centre ontariois vient de tomber sur la case du long serpent qui ramène à la case Départ. J'entends déjà le cliquetis des chaînes et des cadenas du syndic de faillite.

Maîtres chez-nous! Où ai-je déjà entendu cela? Je ne me souviens plus.

Jean Marc Larivière

